

# Armer la rébellion contre Damas, la nouvelle option

**La France propose des couloirs humanitaires. Mais en coulisses, l'aide aux rebelles est étudiée, notamment par les Américains**

Cathy Macherel

Mettre en place des couloirs humanitaires en Syrie pour venir en aide aux civils. C'est l'idée qu'a proposée hier Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, à la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton. Un objectif difficile à réaliser, tant il exigerait l'accord de Damas et la bénédiction d'un Conseil de sécurité des Nations Unies divisé.

«On voit mal Assad accepter! Alain Juppé sait que ces couloirs n'ont aucune chance. Mais cette proposition sert de couverture à la France qui a reconnu en même temps le Conseil national syrien. Cela passe mieux si elle le fait à des fins humanitaires», avance Jean-René Belliard, expert de la région et auteur de *Beyrouth, l'enfer des espions*.

La proposition témoigne aussi de l'impasse dans laquelle se trouvent les Occidentaux et leurs alliés arabes pour désarçonner Bachar el-Assad. La perspective de nouvelles sanctions économiques? Encore repoussées hier par la Ligue arabe (*lire ci-contre*), elles étrangleraient certes l'économie du pays, mais on aurait dépassé le stade où elles ont encore un impact sur un régime ayant franchi le point de non-retour.

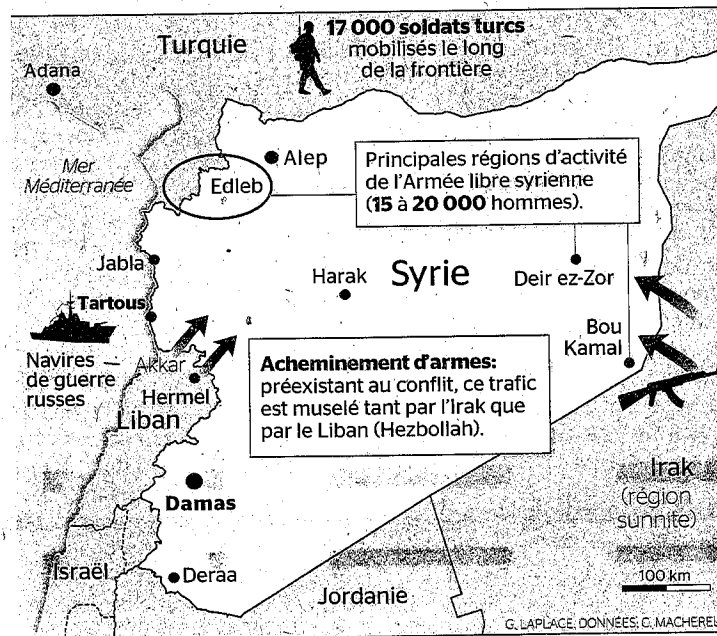
## Gesticulations russes

L'intervention militaire internationale? Impensable. Les Russes l'ont d'ailleurs signifié autrement que par de réitérés veto à l'ONU, en acheminant en début de semaine des navires de guerre dans la base navale syrienne de Tartous. «C'est un avertissement direct à la Turquie qui, elle, a mobilisé 17 000 hommes à la frontière», dit Jean-René Belliard. Les pressions pour que les Russes lâchent du lest à l'ONU semblent également vouées à l'échec. «La Russie



Un déserteur de l'armée syrienne dans la ville d'El Arida, au Liban. AP

## La poudrière syrienne



n'abandonnera jamais la Syrie, car elle est, grâce à la base navale «russe» de Tartous, sa porte d'entrée sur les mers chaudes», dit encore Jean-René Belliard.

Et puis, en pleine période électorale sur fond de nationalisme, un lâchage de la Syrie serait mal venu pour le pouvoir russe: «Ce serait considéré comme un renoncement de la part de Moscou», selon le politologue Evgueni Volk, de la Fondation Eltsine, cité mardi par l'AFP.

Dès lors, c'est vers l'aide aux insurgés que convergeraient toutes les pistes. Jusqu'à les armer, et au risque d'enflammer encore un

peu plus le pays? «C'est une option envisagée. On n'en est toutefois pas encore là. Toutes les armes des insurgés sont d'origine russe, le signe qu'elles sont détournées en Syrie, souligne Jean-René Belliard. Il y a bien des armes qui arrivent du Liban et de l'Irak, mais c'est marginal. Ces deux pays, alliés de Damas, font d'ailleurs tout pour empêcher cet acheminement, avec l'aide du Hezbollah côté libanais.»

## Américains en action

C'est depuis la Turquie que la voie de l'aide aux rebelles semble la plus praticable. Des services de renseignements étrangers sont

## Ultimatum à midi

On attendait des sanctions économiques, elles patienteront encore. La Ligue arabe a décidé hier de fixer un nouvel ultimatum à la Syrie, fixé à aujourd'hui 13 h au Caire (12 h en Suisse), pour qu'elle signe un plan prévoyant l'envoi de 500 observateurs, de militants des droits de l'homme aux journalistes, dans le pays. Dans son art de temporiser, Damas avait d'abord accepté ce plan, le reprenant même à son compte, avant de le refuser il y a quelques jours. Les ministres arabes des Affaires étrangères ont prévu de se réunir demain pour décider des sanctions à prendre à l'encontre du régime de Damas si celui-ci refuse d'obtempérer aujourd'hui. Les sanctions imaginées concernent la suspension des vols vers la Syrie, des transactions avec la Banque centrale syrienne et des transactions commerciales avec le gouvernement syrien, à l'exception de celles portant sur les biens de première nécessité pour le peuple syrien. S'y ajoutent le gel des avoirs financiers du gouvernement syrien et l'arrêt des transactions financières avec ce dernier. Mercredi, le ministre syrien de l'Economie et du Commerce, Mohamed Nedal Alchaar, reconnaissait dans un entretien accordé à l'Agence France Presse que son pays connaît la pire crise économique de ces dernières années. C.M.

déjà sur place, prêts à fournir des appuis. Comme la formation des hommes de l'Armée libre syrienne, dont le gros des troupes est installé sur la frontière syro-turque, dans les montagnes de la région d'Edleb.

Les Américains feraient travailler depuis trois semaines toutes leurs cellules, «non seulement en Turquie, mais aussi au Liban et en Irak, pour des contacts avec l'Armée libre», selon une source militaire. Le signe peut-être que Washington, considérant comme perdu le régime d'Assad, serait prêt à donner un coup de pouce au changement.